

**COMPAGNIE CAMEROUNAISE DE L'ALUMINIUM
« ALUCAM » S.A.**

**Boîte Postale 54
EDEA**

**RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

**PEARL CONSULTANTS CAMEROON
Boîte Postale 4649
DOUALA**

**SEACA
Boîte Postale 70
DOUALA**

ALUCAM S.A.

Rapports des Commissaires aux Comptes
sur les états financiers de synthèse
Exercice clos le 31 décembre 2025

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
1. <u>RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR LA SOCIETE</u> 1 -	4
2. <u>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE</u>	5 - 11
3. <u>ETATS FINANCIERS</u>	12
• BILAN	13
• COMPTE DE RESULTAT	14
• TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	15
4. <u>NOTES AUX ETATS FINANCIERS</u> 16 -	52

ALUCAM S.A.

Renseignements généraux sur la société

Exercice clos le 31 décembre 2025

Page 1

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR LA SOCIETE

ALUCAM S.A.

Renseignements généraux sur la société

Exercice clos le 31 décembre 2025

Page 3

FICHE R2

Désignation entité :ALUCAM..... Exercice clos le 31-12- 2025.....

Numéro d'identification : M125400001024N..... Durée (en mois) :12.....

FICHE D'IDENTIFICATION ET DE RENSEIGNEMENT DIVERS 2

		Contrôle de l'entité (cocher la case)	
ZK	Forme juridique (1):	S A	ZQ Entreprise sous contrôle public <input checked="" type="checkbox"/>
ZL	Régistre fiscal (1):	0 1	ZR Entreprise sous contrôle national <input type="checkbox"/>
ZM	Pays du siège social (1):	C M R	ZS Entreprise sous contrôle privé étranger <input type="checkbox"/>
ZN	Nombre d'établissement dans le pays:		
ZO	Nombre d'établissement dans le pays hors du pays pour lesquels une comptabilité distincte est tenue		
ZP			

ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

Désignation de l'activité (2)	Code nomenclature d'activité (1)	Chiffre d'Affaire HT (CA HT)	% activité dans le CA HT ou la VA
PRODUCTION D'ALUMINIUM PAR ELECTROLYSE	0 2 4 0 0 1	79 992 917 116	100%
Divers		79 992 917 116	100%
	TOTAL		

ALUCAM S.A.

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les états financiers de synthèse
Exercice clos le 31 décembre 2025
Page 5

**2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE**

ALUCAM S.A.

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les états financiers de synthèse
Exercice clos le 31 décembre 2025
Page 6

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE
Exercice clos le 31 décembre 2025**

Aux Actionnaires de la
Société ALUCAM S.A.
Rue Alfred Saker
Boîte Postale 1090
Douala – Cameroun

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos au 31 décembre 2025, sur :

- l'audit des comptes annuels de la société ALUCAM S.A. tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les autres informations et les vérifications spécifiques prévues par la loi.

I- Audit des états financiers annuels

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la société ALUCAM S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2025, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes aux états financiers.

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'information donnée dans les notes annexes aux états financiers suivantes :

- Note 6 relative à la valorisation des stocks en transit et à la reprise de provision pour stock à rotation lente ;
- Note 8 relative à l'existence d'un crédit de TVA à forte antériorité ;
- Note 11 relative à un compte bancaire confirmé mais non retrouvé en comptabilité ;
- Note 14 relative à la continuité d'exploitation ;
- Note 16A relative à la prise en compte anticipée des conséquences de la recapitalisation envisagée (notamment en ce qui concerne les intérêts courus sur les avances en compte courant de l'Etat du Cameroun) ;
- Note 17 relative aux confirmations des soldes fournisseurs et aux avances fournisseurs à forte antériorité ;
- Note 18 relative aux surprovisions à forte antériorité dans les comptes de personnel ;
- Note 25 relative aux pénalités fiscales non comptabilisées à la clôture de l'exercice.

Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels ont été établis et arrêtés par le Conseil d'Administration le 24 avril 2026 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la société.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe 1 du présent rapport du commissaire aux comptes.

II- Autres informations et vérifications spécifiques prévues par la loi

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, notre responsabilité est, d'une part, de faire les vérifications spécifiques prévues par la loi, et ce faisant, à vérifier la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels, et à vérifier, dans tous leurs aspects significatifs, le respect de certaines obligations légales et réglementaires. D'autre part, notre responsabilité consiste également à lire les autres informations et, par conséquent, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués lors de nos vérifications spécifiques ou sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

En application de la loi, nous vous signalons les faits suivants :

a. Capitaux propres négatifs

Du fait des pertes encourues les exercices antérieurs, les capitaux propres de votre société étaient devenus inférieurs à la moitié du capital social au 31 décembre 2019. Conformément aux dispositions des articles 664 et 665 de l'acte uniforme OHADA, le Conseil d'Administration devait convoquer, dans les quatre mois suivant l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette situation une Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider si la dissolution anticipée de la société devrait avoir lieu.

L'assemblée générale extraordinaire convoquée au cours de l'exercice 2020 n'avait pas prononcé la dissolution de la société et les capitaux propres étaient devenus négatifs à la clôture au 31 décembre 2020 en raison de la perte enregistrée. Votre société devait ainsi reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'un montant au moins égal à la moitié du capital social, au plus tard le 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2022, les capitaux propres de la société n'avaient toujours pas été reconstitués. Il y a par ailleurs lieu de signaler que, suite à la comptabilisation d'un écart de réévaluation de FCFA 11 milliards au 31 décembre 2022 et la perte de l'exercice 2022 pour FCFA 8 milliards, les capitaux propres demeuraient inférieurs à la moitié du capital social.

Au 31 décembre 2023, les capitaux propres étaient encore négatifs de FCFA 28,3 milliards, compte tenu du résultat net déficitaire de l'exercice de FCFA 23,6 milliards.

Au 31 décembre 2024, les capitaux propres étaient toujours négatifs de FCFA 52,1 milliards, après prise en compte du résultat net déficitaire de l'exercice 2024 de FCFA 23,7 milliards. Nous avons par ailleurs attiré votre attention sur le fait que, tout tiers intéressé pouvait demander la dissolution de votre société ; le délai dont disposait ALUCAM pour régulariser la situation étant écoulé depuis la clôture de l'exercice 2021.

Au 31 décembre 2025, les capitaux propres de votre société sont toujours négatifs de FCFA 51,8 milliards, après prise en compte du résultat net bénéficiaire de l'exercice 2025 de FCFA 279 millions.

Nous avons toutefois compris que des actions sont en cours en vue d'une recapitalisation de votre société courant 2026, par conversion en capital social des créances de l'Etat du Cameroun qui figurent au bilan de ALUCAM au 31 décembre 2025 pour un montant de FCFA 92,5 milliards.

ALUCAM S.A.

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les états financiers de synthèse
Exercice clos le 31 décembre 2025
Page 9

b. Non-paiement des dividendes dans le délai prescrit

Selon l'article 146 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, « la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf (09) mois après la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par la juridiction compétente ».

À la suite de la fusion, ALUCAM a hérité des dividendes non versés, remontant à 2014, pour un montant de FCFA 352 679 213. Nous n'avons pas obtenu de décision de justice autorisant le report du délai de paiement.

c. Absence de registre des procès-verbaux des conseils d'administration et des assemblées générales

Selon les articles 135 et 458 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, les procès-verbaux de toutes les délibérations des actionnaires doivent être établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé par le juge de la juridiction compétente.

Nous n'avons pas obtenu le registre y relatif de votre société.

Douala, le 12 mai 2026

Les Commissaires aux Comptes

PEARL Consultants Cameroon SARL



Lawrence Abunaw
Associé - Gérant
Expert-comptable agréé CEMAC

SEACA



Pamela KOOH II BISSECK
Associé - Gérant
Expert-comptable agréé CEMAC

ANNEXE 1 PORTANT RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS.

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (ISA) et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

De manière plus détaillée :

- nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées par le Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit prévu par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes;
- nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA ;
- nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers ;
- nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables ;
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction, le cas échéant, au Conseil d'Administration ;

ALUCAM S.A.

Rapport des Commissaires aux comptes
sur les états financiers de synthèse
Exercice clos le 31 décembre 2025
Page 11

- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous identifions les relations et des transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;
- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;
- nous obtenons des déclarations écrites de la Direction Générale et, le cas échéant, du Conseil d'Administration, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les actionnaires est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;
- nous devons signaler à la plus prochaine Assemblée Générale, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

3. ETATS FINANCIERS

BILAN au 31 DECEMBRE 2025

REF	ACTIF	Note	EXERCICE au 31/12/2025			EXERCICE au	REF	PASSIF	Note	EXERCICE au	EXERCICE au
			BRUT	AMORT et DEPREC.	NET	31/12/2024				NET	31/12/2025
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3	3 805 582 028	3 805 582 028	0	745 359	CA	Capital	13	21 266 200 422	21 266 200 422
AE	Frais de développement et de prospection						CB	Apporteurs capital non appelé (-)	13		
AF	Brevet, licences, logiciels et droits similaires		3 805 582 028	3 805 582 028	0	745 359	CD	Primes de Fusion	14	15 303 298 466	15 303 298 466
AG	Fond commercial et droit au bail				0	0	CE	Ecart de réévaluations	3e	15 592 372 182	15 592 372 182
AH	Autres immobilisations incorporelles		0	0	0	0	CF	Réserves indisponibles	14	3 854 201 177	3 854 201 177
AI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	305 493 324 568	241 682 668 762	64 384 676 076	67 524 553 773	CG	Réserves libres	14		
AJ	Terrains (1) (1) dont placement en net...../.....		18 478 014 680		18 478 014 680	18 478 014 680	CH	Report à nouveau (+ ou -)	14	-108 172 670 664	-84 377 186 155
AK	Bâtiments (1) dont placement net/.....		36 726 113 594	34 934 986 527	1 791 127 067	2 053 690 580	CJ	Résultat net de l'exercice (entrées + ou perte -)		279 313 344	-23 795 484 509
AL	Aménagements, agencements et installations		139 966 341 117	120 878 992 698	19 087 348 419	25 900 446 188	CL	Subventions d'investissement	15		
AM	Matériel, mobilier et actifs biologiques		102 325 562 709	78 957 029 507	23 368 533 202	18 970 553 955	CM	Provisions réglementées	15		
AN	Matériel de transport		7 997 292 468	6 911 660 030	1 085 632 438	929 942 203	CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		-51 877 285 073	-52 156 598 417
AP	AVANCES ET ACOMPTES VERSEES SUR IMMOBILISATION	3	574 020 270		574 020 270	1 191 906 167	DA	Emprunts et dettes financières diverses	16	0	72 415 429 276
AQ	IMMOBILISATION FINANCIERES	4	6 261 335 921	232 670 003	6 028 665 918	2 528 665 918	DB	Dettes de location acquisition	16		
AR	Titres de participation		492 906 117	32 670 000	460 236 117	460 236 117	DC	Provisions pour risques et charges	16	6 682 957 523	6 657 497 815
AS	Autres immobilisations financières		5 768 429 804	200 000 003	5 568 429 801	2 068 429 801	DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		6 682 957 523	79 072 927 091
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE		316 134 262 787	245 720 920 793	70 413 341 994	70 053 965 050	DF	TOTAL RESSOURCES STABLES		-45 194 327 550	26 916 328 674
BA	Actif circulant HAO	5					DH	Dettes circulantes HAO	5	446 700 552	500 681 269
BB	Stocks et encours	6	38 925 743 060	0	38 925 743 060	40 473 354 756	DI	Clients, avances reçues	7	12 419 981 520	14 601 298 291
BC	Créances et emplois assimilés		15 560 631 178	1 036 951 759	14 523 679 419	13 538 736 306	DJ	Fournisseurs d'exploitation	17	37 196 002 324	58 547 469 534
BH	Fournisseurs avances versées	17	5 805 889 552		5 805 889 552	5 234 725 974	DK	Dettes fiscales et sociales	18	7 343 190 195	6 682 284 910
BI	Clients	7	6 635 995 321	250 000 000	6 385 995 321	4 902 688 257	DM	Autres dettes	19	93 401 599 672	818 595 035
BJ	Autres créances	8	3 118 746 305	786 951 759	2 331 794 546	3 401 322 075	DN	Provisions pour risques à court terme	19	60 639 981	830 250 136
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT		54 486 374 238	1 036 951 759	53 449 422 479	54 012 091 062	DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT		150 868 114 244	81 980 579 175
BQ	Titres de placement	9									
BR	Valeurs à encaisser	10					DQ	Banques, crédits d'escompte	20	3 751 028 944	3 048 647 454
BS	Banques, chèques postaux, caisse et assimilés	11	2 816 436 586		2 816 436 586	5 797 725 228	DR	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	20	16 548 603 372	18 684 951 128
BT	TOTAL TRESORERIE - ACTIF		2 816 436 586	0	2 816 436 586	5 797 725 228	DT	TOTAL TRESORERIE - PASIF		20 299 632 316	21 733 598 582
BU	Ecart de conversion - Actif	12	60 639 981		60 639 981	830 250 136	DY	Ecart de conversion - Passif	12	766 422 030	63 525 045
BZ	TOTAL GENERAL		373 497 713 592	246 757 872 552	126 739 841 040	130 694 031 476	DZ	TOTAL GENERAL		126 739 841 040	130 694 031 476

COMPTES DE RESULTAT au 31 DECEMBRE 2025

REF	LIBELLES		NOTE	EXERCICE AU	EXERCICE AU
				31/12/2025	31/12/2024
				NET	NET
TA	vente de marchandises	+	21		
RA	Achat de marchandises	-	22		
RB	Variation de stock de marchandises	-/+	6		
XA	MARGE COMMERCIALE (Somme TA à RB)				
TB	Vente de produits fabriqués B	+	21	79 819 844 641	94 143 882 539
TC	Travaux, services vendus C	+	21	14 400 000	10 850 000
TD	Produits accessoires D	+	21	158 672 475	274 816 031
XB	CHIFFRE D'AFFAIRES (A+B+C+D)			79 992 917 116	94 429 548 570
TE	Produits stockés (ou destokage)	-/+	6	1 359 652 798	-2 574 209 769
TF	Production immobilisée		21	1 187 775 040	2 778 283 255
TG	Subventions d'exploitation		21		
TH	Autres produits	+	21	25 108 859 851	1 076 106 470
TI	Transfert de charges d'exploitation	+	12	0	0
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	-	22	-48 702 450 454	-52 169 017 469
RD	Variation de stocks de matières premières et fournitures liées	-/+	6	-1 262 236 429	-2 533 249 889
RE	Autres achats	-	22	-24 488 352 428	-29 584 572 934
RF	Variation de stock d'autres approvisionnement	-/+	6	-1 648 843 995	630 204 804
RG	Transports	-	23	-1 304 669 536	-1 811 719 637
RH	Services extérieurs	-	24	-5 934 279 987	-7 637 076 415
RI	Impôts et taxes	-	25	-495 980 666	-966 862 058
RJ	Autres charges	-	26	-1 243 965 533	-2 162 137 824
XC	VALEUR AJOUTEE (XR + RA + RB) + (somme TE à RJ)			22 568 425 777	-524 702 896
RK	Charges de personnel	-	27	-8 286 022 104	-8 869 859 972
XD	EXEDENT BRUT D'EXPLOITATION (XC+RK)		28	14 282 403 673	-9 394 562 868
TJ	Reprises d'amortissements, provisions et dépréciations	+	28	3 346 871 557	3 482 587 307
RL	Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations	-	3C&28	-11 605 835 709	-12 233 469 278
XE	RESULTAT D'EXPLOITATIONS (XD + TJ + Rlâ)			6 023 439 521	-18 145 444 839
TK	Revenus financiers et assimilés		29	116 479 365	4 125 000
TL	Reprises de provisions et dépréciations financières	-	28		
TM	Transfert de charges financières	-	12		
RM	Frais financiers et charges assimilées	-	29	-4 159 701 069	-3 809 957 286
RN	Dotations aux provisions et aux dépréciations financières	-	3C&28		
XF	RESULTATS FINANCIERS (somme TK à RN)			-4 043 221 704	-3 805 832 286
XG	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES			1 980 217 817	-21 951 277 125
TN	Produits et cessions d'immobilisations	+	3D	0	115 120 453
TO	Autres Produits HAO	+	30	173 768 754	173 633 000
RO	Valeurs comptables de cessions d'immobilisations	-	3D	-80 874 501	-21 824 791
RP	Autres charges HAO	-	30		
XH	RESULTATS ACTIVITES HORS ORDINAIRES (somme TN à RP)			92 894 253	266 928 662
RQ	Participation des travailleurs	-	30		
RS	Impôt sur le résultat	-		-1 793 798 726	-2 111 136 046
XI	RESULTAT NET (XG+XH+RQ+RS)			279 313 344	-23 795 484 509

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE au 31 DECEMBRE 2025

REF	LIBELLES	NOTE	EXERCICE AU 31/12/2025	EXERCICE AU 31/12/2024
ZA	Trésorerie nette au 1er janvier (Trésorerie actif N-1 - Trésorerie passif N-1)	A	-15 935 873 354	-38 155 721 304
	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
FA	Capacité d'Autofinancement Globale(CAFG)		8 619 151 997	-15 137 898 200
FB	-Actif circulant HAO			
FC	-Variation des stocks		1 547 611 696	4 477 254 854
FD	Variation des créances		611 729 053	4 844 835 873
FE	Variation du passif circulant		-23 752 460 251	35 121 835 896
	Variation du BF lié au activités opérationnelles (FB+FC+FD+FE):.....		-21 593 119 502	44 443 926 624
ZB	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (somme FA à FE)	B	-12 973 967 505	29 306 028 424
	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements			
FF	Décassements liés aux acquisitions d'immobilisation incorporelles		0	0
FG	Décassements liés aux acquisitions d'immobilisation corporelles		-5 173 755 893	-5 614 963 392
FH	Décassements liés aux acquisitions d'immobilisation financières		-3 500 000 000	-1 500 000 000
FI	+ Encaissement liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		0	115 120 453
FJ	+ Encaissement liés aux cessions d'immobilisations financières		0	988 688 656
ZC	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements (somme FF à FJ)	C	-8 673 755 893	-6 011 154 283
	Flux de trésorerie provenant du financement par les capitaux propres			
FK	Augmentation de capital par rapport au nouveau			
FL	Subventions d'investissement reçues			
FM	Prélèvement sur le capital			
FN	Dividendes versés			
ZD	Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (somme FK à FN)	D		
	Trésorerie provenant du financement par les capitaux étrangers			
FO	Emprunts			
FP	Autres dettes financières		20 894 909 748	239 754 365
FQ	Remboursement des emprunts et autres dettes financières		-794 508 730	-1 314 780 556
ZE	Flux de trésorerie provenant des capitaux étrangers (somme FO à FQ)	E	20 100 401 018	-1 075 026 191
ZF	Flux de trésorerie provenant des activités de financement (D+F)	F	20 100 401 018	-1 075 026 191
ZG	VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE DE LA PERIODE (B+C+F)	G	-1 547 322 380	22 219 847 950
ZH	Trésorerie nette au 31 décembre (C+A) Contrôle trésorerie actif N+ Trésorerie passif N-	H	-17 483 195 734	-15 935 873 354

4. NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Grille des Notes aux états financiers présentées

NOTES/ COMMENTAIRE DE NOTES	INTITULE	STATISTIQUES			
		Eco	Soc	Fisc	Cial
NOTE 1	DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES	Néant			
NOTE 2	INFORMATIONS OBLIGATOIRES	X			
NOTE 3 A	IMMOBILISATIONS BRUTES	X			
NOTE 3 B	BIENS PRIS EN LOCATIONN ACQUISITION	Néant			
NOTE 3 C	IMMOBILISATIONS : AMORTISSEMENTS	X			
NOTE 3 D	IMMOBILISATIONS : PLUS ET MOINS VALUE DE CESSION	X			
NOTE 3 E	INFORMATIONS SUR LES REEVALUATIONS EFFECTUEES PAR L'ENTITE	X			
NOTE 3F	TABEAU D'ETALEMENT DES CHARGES IMMOBILISEES	Néant			
NOTE 4	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	X			
NOTE 5	ACTIF CIRCULANT HAO	X			
NOTE 6	STOCKS ET ENCOURS	X			
NOTE 7	CLIENTS	X			
NOTE 8	AUTRES CREANCES	X			
NOTE 9	TITRES DE PLACEMENT	Néant			
NOTE 10	VALEURS A ENCAISSER	Néant			
NOTE 11	DISPONIBILITES	X			
NOTE 12	ECARTS DE CONVERSION	X			
NOTE 13	CAPITAL : VALEUR NOMINALE DES ACTIONS OU PARTS	X			
NOTE 14	PRIMES ET RESERVES	X			
NOTE 15 A	SUBVENTIONS ET PROVISIONS REGLEMENTEES	X			
NOTE 15 B	AUTRES FONDS PROPRES	Néant			
NOTE 16 A	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES	X			
NOTE 16 B	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES :(METHODE ACTUARIELLE)		Néant		
NOTE 16 B bis	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES		Néant		
NOTE 16 C	ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS		Néant		
NOTE 17	FOURNISSEURS D'EXPLOITATION	X			
NOTE 18	DETTES FISCALES ET SOCIALES		X		
NOTE 19	AUTRES DETTES ET PROVISIONS POUR RISQUES A COURT TERME	X			
NOTE 20	BANQUES, CREDIT D'ESCOMPTE ET DE TRESORERIE	X			
NOTE 21	CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS				X
NOTE 22	ACHATS				X
NOTE 23	TRANSPORTS	X			
NOTE 24	SERVICES EXTERIEURS	X			
NOTE 25	IMPOTS ET TAXES			X	
NOTE 26	AUTRES CHARGES	X			
NOTE 27A	CHARGES DE PERSONNEL		X		
NOTE 27 B	EFFECTIFS, MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR	X			
NOTE 28	PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN			X	
NOTE 29	CHARGES ET REVENUS FINANCIERS	X			
NOTE 30	AUTRES CHARGES ET PRODUITS HAO	X			
NOTE 31	REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES CINQ DENIERS EXERCICES	X			
NOTE 34	FICHE DE SYNTHESE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS			X	

Légende : Eco: Statistiques économiques -Soc: Statistiques sociales - Fisc: Statistiques fiscales
-Cial: Statistiques commerciales.

NOTE 2 INFORMATIONS OBLIGATOIRES

A- DECLARATION DE CONFORMITE AU SYSCOHADA

Les états financiers sont établis en conformité avec le système comptable OHADA et l'Acte uniforme OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière entrés en vigueur le 1er janvier 2018.

B- REGIES ET METHODES COMPTABLES

B.1. Méthodes générales et spécifiques d'évaluation et méthodes de présentation

B.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées principalement des logiciels acquis et actuellement en service au sein de la société. Lors de leur entrée, ces immobilisations ont été évaluées à leur coût de revient. Elles sont amorties sur une durée de trois ans.

B.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leurs coûts historiques de revient ou d'apport ou réévalués. Le coût d'entrée des immobilisations exclut tout frais financier.

A l'exception des terrains, les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire basée sur une durée de vie estimée et dans les limites admises par le code général des impôts.

Les taux d'amortissement utilisés sont les suivants :

- Bâtiments industriels, administratifs et sociaux : 2% à 5 %
- Installation et agencements : 10 %
- Matériels et mobiliers : 10% à 33 %
- Matériels de transport : 20 à 25 %

La plus ou moins-value sur cession des actifs immobilisés est reflétée dans le compte de résultat.

B.1.3. Titres de participation

A leur date d'entrée, les titres de participation sont évalués à leur valeur d'acquisition. A toute autre date, les titres sont évalués à leur valeur d'utilité en référence principalement aux capitaux propres, aux perspectives de rentabilité et aux conjonctures économiques. Dans le cas où la valeur d'utilité est inférieure à la valeur d'acquisition, il est constaté une provision pour dépréciation.

B.1.4. Stocks et en-cours

Matières et fournitures

Les coûts d'entrée des stocks de matières et fournitures sont constitués du prix d'achat, des charges accessoires rattachables à l'opération d'achat (transport, assurance, transit, douane, etc.). Lors de leurs sorties des magasins, les stocks de matières et fournitures sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Produits fabriqués

Lors de leur entrée en stocks, les produits fabriqués sont valorisés selon la méthode du coût standard complet. La prise en compte des écarts entre les coûts standards et les coûts réels est effectuée à la fin de l'exercice. Lors de leurs sorties, les produits fabriqués sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

B.1.5. Provisions pour dépréciation des valeurs d'exploitation

Dépréciation des créances

Les provisions pour dépréciation des créances sont constituées sur la base des risques de non recouvrement évalués au cas par cas.

Dépréciation des stocks

La dépréciation des stocks de matières et fournitures, produits fabriqués et produits en cours, est constatée lorsque des facteurs de risque sont identifiés (dommages, péremption, obsolescence, valeurs de réalisation inférieures aux coûts de revient, etc.).

B.1.6. Opérations en devises

Les transactions en devises sont converties et comptabilisées en Franc CFA au taux du jour de la transaction. Les différences de change réalisées (gains ou pertes) sont constatées dans le compte de résultat.

Les actifs et passifs en devises étrangères sont convertis en Franc CFA au taux de change à la date de clôture. Les pertes latentes de change sont constatées dans les comptes « Ecart de conversion - Actif » et font l'objet d'une provision pour risque. Quant aux gains latents, ils sont exclus de la formation du résultat et sont constatés dans les comptes « Ecart de conversion - Passif ».

B.1.7. Reconnaissance de revenus

Le chiffre d'affaires intègre toutes les ventes des produits et services aux tiers. Le transfert de propriété est acquis lors de la livraison pour les ventes locales et lors de l'embarquement pour les ventes à l'export. S'agissant des services, le transfert de propriété intervient à la fin de l'exécution des prestations convenues.

B.1.8. Environnement

La société est soumise, du fait de la nature de son activité à des risques liés à l'environnement qui entraînent des mesures de protection ou de remise en état de ses sites. L'évaluation du risque est faite au cas par cas au mieux de l'appréciation des risques et des coûts et sur la connaissance des informations disponibles.

Les coûts annuels relatifs à la protection des sites sont enregistrés dans les charges courantes des exercices où les dépenses sont effectuées.

B.1.9. Recours aux estimations comptables

La préparation des états financiers annuels, conformément aux règles comptables généralement admises, amène la Direction à faire des estimations et des hypothèses qui affectent les montants des actifs, des passifs, des informations sur les éléments hors bilan d'actifs et passifs à la date d'arrêté des comptes ainsi que les produits et les charges de résultat de la période.

Les éléments pouvant faire l'objet de telles estimations et hypothèses comprennent entre autres les provisions pour dépréciation, les provisions pour litiges et autres risques. Leur montant réel pourrait être différent des estimations.

B.2. Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière sont calculées et provisionnées dans les comptes. Elles sont évaluées conformément à l'article 29 de la convention collective des industries de transformation à savoir, un demi mois du salaire mensuel moyen des douze derniers mois par année d'ancienneté, sans excéder quatorze mois de salaire brut. Les bénéficiaires des indemnités de fin de carrière sont tous les travailleurs ayant acquis le droit à une pension de vieillesse et comptant au moins cinq ans de service dans l'entreprise au moment de leur départ.

C- DEROGATION AUX POSTULATS ET CONVENTIONS COMPTABLES

Néant.

D- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU BILAN, AU COMPTE DE RESULTAT ET AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

La réévaluation libre des immobilisations avait généré un écart de réévaluation de FCFA 11,182 milliards au 31 décembre 2022 reparti ainsi qu'il suit :

- Ecart de réévaluation sur immobilisations non amortissables : FCFA 4,131 milliards ;
- Ecart de réévaluation sur immobilisations amortissables : FCFA 7,051 milliards.

NOTE 3A
IMMOBILISATIONS BRUTES

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	MONTANT BRUTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	ACQUISITIONS APPORTS CREATIONS	VIREMENTS DE POSTE A POSTE	SUITE A UNE REEVALUATION PRATIQUEE AU COURS DE L'EXERCICE	CESSIONS SCISSIONS HORS SERVICE	VIREMENTS DE POSTE A POSTE	MONTANT BRUT A LA CLOTURE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 866 669 055	0	0	0	15 061 087 027	0	3 805 582 028
Frais de développement et de prospection	0						0
Brevets, licences, logiciels et droits similaires	3 806 707 028				1 125 000		3 805 582 028
Fonds commercial et droit de bail	0						0
Autres immobilisations incorporelles	15 059 962 027				15 059 962 027		0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	332 777 572 178	5 300 780 205	5 791 641 786	0	33 075 889 396	5 300 780 205	305 493 324 568
Terrains hors immeubles de placement	18 478 014 680						18 478 014 680
Terrains - immeubles de placement	0						0
Bâtiments hors immeubles de placement	38 101 807 188				1 375 693 594		36 726 113 594
Bâtiments - immeubles de placement	0						0
Aménagements, agencements et installations	159 742 867 470	2 171 597 953			21 948 124 306		139 966 341 117
Matériel, mobilier et actif biologiques	108 485 312 555	2 785 859 509	5 791 641 786		9 436 470 936	5 300 780 205	102 325 562 709
Matériel de transport	7 969 570 285	343 322 743			315 600 560		7 997 292 468
AVANCES ET ACOMPTES VERSEES SUR IMMOBILISATIONS	1 191 906 167	373 927 251	0	0	991 813 148		574 020 270
Immobilisations incorporelles	0						0
Immobilisation corporelles	0						0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 761 335 921	3 500 000 000	0	0	0	0	6 261 335 921
Titres de participation	492 906 117						492 906 117
Autres immobilisations financières	2 268 429 804	3 500 000 000					5 768 429 804
TOTAL GENERAL	355 597 483 321	9 174 707 456	5 791 641 786	0	49 128 789 571	5 300 780 205	316 134 262 787

Commentaires :

- Les immobilisations incorporelles se rapportent aux frais d'ingénierie sur l'analyse de l'augmentation de la capacité de la Série.
- La variation du poste "Aménagements et agencements" concerne essentiellement les opérations de Brasquage des cuves.
- La variation du poste "Matériels et mobiliers" concerne essentiellement l'acquisition des matériels nouveaux et le 'revamping' de certains équipements, et des immobilisations en cours.
- L'augmentation des immobilisations financières de FCFA 3 500 millions portent sur les FCP ECOBANK respectivement de FCFA 1 milliard et FCFA 2,5 milliards.

NOTE 3C
IMMOBILISATIONS : AMORTISSEMENTS

SITUATION ET MOUVEMENTS RUBRIQUES	A	B	C	D=A+B-C
	AMMORTISSEMENTS CUMULES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS : AMORTISSEMENTS RELATIFS AUX ELEMENTS SORTIS DE L'ACTIF	CUMUL DES AMORTISSEMENTS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Frais de développement et de prospection	0			0
Brevets, licences, logiciels et droits similaires	3 805 961 669	745 359	1 125 000	3 805 582 028
Fond commercial et droit de bail	0			0
Autres immobilisations incorporelles	15 059 962 027		15 059 962 027	0
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18 865 923 696	745 359	15 061 087 027	3 805 582 028
Terrains hors immeubles de placement	0			0
Terrains - immeubles de placement	0			0
Bâtiments hors immeubles de placement	36 048 116 608	205 302 177	1 318 432 258	34 934 986 527
Bâtiments - immeubles de placement	0			0
Aménagements, agencements et installations	137 172 246 241	5 639 092 587	21 932 346 130	120 878 992 698
Matériel, mobilier et actif biologiques	86 184 933 641	2 200 731 813	9 428 635 947	78 957 029 507
Matériel de transport	7 039 628 082	187 632 508	315 600 560	6 911 660 030
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS CORPORELLES	266 444 924 572	8 232 759 085	32 995 014 895	241 682 668 762
TOTAL GENERAL	285 310 848 268	8 233 504 444	48 056 101 922	245 488 250 790

NOTE 3D
IMMOBILISATIONS : PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES DE CESSION

RUBRIQUES	MONTANT BRUT A	AMORTISSEMENTS PRATIQUES B	VALEUR COMPTABLE NETTE C=A - B	PRIX DE CESSIONS D	PLUS-VALUES OU MOINS-VALUES E= D-C
Frais de développement et de prospection					
Brevets, licences, logiciels et droits similaires	1 125 000	1 125 000	0		0
Fonds commercial et droit au bail					
Autres immobilisations incorporelles	15 059 962 027	15 059 962 027	0		0
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 061 087 027	15 061 087 027	0	0	0
Terrains					
Bâtiments	1 375 693 594	1 318 432 258	57 261 336		-57 261 336
Aménagements, agencements	21 948 124 306	21 932 346 130	15 778 176		-15 778 176
Matériel, mobilier et actifs biologiques	9 436 470 936	9 428 635 947	7 834 989		-7 834 989
Matériel de transport	315 600 560	315 600 560	0		0
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS CORPORELLES	33 075 889 396	32 995 014 895	80 874 501	0	-80 874 501
Titres de participations					
Autres immobilisations financières					
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS FINANCIERES					

Commentaires :

Les moins-values enregistrées sont issues, d'une part des immobilisations sorties dans le cadre de l'inventaire et, d'autre part, des cuves rebrasquées mais non complètement amorties au 31 décembre 2025.

NOTE 3E
INFORMATIONS SUR LES REEVALUATIONS EFFECTUEES PAR L'ENTITE

Eléments réévalués par postes du bilan	Montats coûts historiques	Amortissements supplémentaires
Immobilisations non amortissables(Terrains)	8 540 774 282	
Immobilisations amortissables	7 051 597 900	
	15 592 372 182	

Commentaires :

Il s'agit de l'écart de réévaluation qui porte sur les immobilisations réévaluées.

Le montant incorporé de l'écart de réévaluation au capital au 31 décembre 2022 était de FCFA 11 182 762 182 (voir NOTE 2-D).

NOTE 4
IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Libelés	2025	2024	Variation en %	Créances à un an au plus	Créances à plus d'un an et à deux ans au plus	Créances à plus de deux ans
Titres de participation	492 906 117	492 906 117	0%			492 906 117
Prêts et créances						
Prêt au personnel						
Créances sur l'Etat						
Titres immobilisés						
Dépôts et cautionnements	5 768 429 804	2 268 429 804	154%	3 500 000 000		2 268 429 804
Intérêts courus						
TOTAL BRUT	6 261 335 921	2 761 335 921	127%	3 500 000 000	0	2 761 335 921
Dépréciations titres de participation	32 670 000	32 670 000				32 670 000
Dépréciations autres immobilisations	200 000 003	200 000 003				200 000 003
TOTAL DEPRECIATION	232 670 003	232 670 003	0%			
TOTAL NET DE DEPRECIATION	6 028 665 918	2 528 665 918	138%	3 500 000 000	0	2 528 665 918

Liste des filiales et participations

Dénomination sociale	Localisation (ville / Pays)		Valeur d'acquisition	% Détenu	Montant des capitaux propres filiale	Résultat dernier exercice filiale
ALUBASSA	DOUALA	Cameroun	281 836 114	70%	1 965 031	105 000
CMES	EDEA	Cameroun	164 900 000	75%	535 167	79 904
SCIS	EDEA	Cameroun	32 670 003	100%	0	0
HOST.SANAGA	EDEA	Cameroun	13 500 000	68%	48 314	0
			492 906 117			

Commentaires :

La variation du poste "Dépôts et cautionnements" concerne la mise en place du FCP ECOBANK pour FCFA 3 500 millions.

NOTE 5
ACTIF CIRCULANT HAO

Libellés	2025	2024	Variation en %
Créances sur cessions d'immobilisations			
Autres créances hors activités ordinaires			
TOTAL BRUT			
Dépréciation des créances HAO			
TOTAL NET DE DEPRECIATION			

Libellés	2025	2024	Variation en %
Fournisseurs d'investissements			
Fournisseurs d'investissements effets à payer			
Versements restant à effectuer sur titres de			
Autres dettes hors activités ordinaires	446 700 552	500 681 269	-11%
TOTAL	446 700 552	500 681 269	-11%

Commentaires :

Les "Autres dettes" se rapportent aux dettes fournisseurs (factures non parvenues sur immobilisations).
Il s'agit principalement des équipements de production.

NOTE 6
STOCKS ET EN COURS

Libelés	2025	2024	Variation en %
Marchandises			
Matières premières et fournitures liées	13 646 916 802	18 898 752 576	-28%
Autres approvisionnements			
Produits en cours			
Services en cours			
Produits finis	4 095 452 073	1 278 148 073	220%
Produits intermédiaires	10 167 578 882	11 625 230 084	-13%
Stocks en cours de route, en consignation ou en dépôt	11 015 795 303	8 675 039 953	27%
TOTAL BRUT STOCKS ET EN COURS	38 925 743 060	40 477 170 686	-4%
Dépréciations stocks	0	3 815 930	-100%
TOTAL NET STOCKS ET EN COURS	38 925 743 060	40 473 354 756	-4%

Commentaires :

- L'inventaire des stocks a été réalisé le 1er décembre 2025 et la valeur des stocks a été ajustée à fin décembre 2025 en fonction des mouvements du mois de décembre.
Voir NOTE 2 pour la méthode d'évaluation.
- La valeur des stocks en transit (stocks en cours de route) intègre l'ensemble des coûts d'approche supportés (droits de douane, frais de transport local, frais d'assurance, etc), indépendamment de leur stade d'acheminement.
Par ailleurs, une analyse détaillée du magasin virtuel MTO1 est en cours, en vue de son apurement. Il s'agit d'un magasin électronique recevant les stocks en cours de route achetés auprès des fournisseurs étrangers, et dont le solde au 31 décembre 2025 apparaît à FCFA 11 015 795 303 sur l'analyse par antériorité dudit magasin à fin 2025.
- La provision pour dépréciation des stocks de FCFA 3 815 930, devenue sans objet, a fait l'objet d'une reprise au 31 décembre 2025.
Pour mémoire, en 2021, nous avons déjà procédé à la reprise d'une provision forfaitaire de FCFA 3 333 372 996 relative à des articles à faible rotation (principalement des pièces de rechange). Certains de ces stocks n'avaient pas été utilisés depuis plus de 15 ans. Cette provision forfaitaire avait été constitué conformément aux règles de RIO Tinto. Par conséquent, ces règles n'étaient plus applicables. Suite à la reprise de cette provision de FCFA 3 333 372 996, la provision pour dépréciation des stocks ne s'élevait plus qu'à FCFA 3 815 930 depuis la clôture au 31 décembre 2021, et a ainsi fait l'objet d'une reprise totale à fin 2025.

NOTE 7
CLIENTS

Libelés	2025	2024	Variation en %	Créances à un an au plus	Créances à plus d'un an et à deux ans au plus	Créances à plus de deux ans
Clients (hors réserves de propriété Groupe)	20 578 731	108 338 980	-81%		20 578 731	
Clients effets à recevoir (hors réserves de propriété Groupe)	6 615 416 590	5 044 349 277	31%	6 615 416 590		
Clients et effets à recevoir avec réserves de propriété						
Clients et effets à recevoir Groupe						
Créances sur cession d'immobilisations						
Clients effets escomptés et non échus						
Créances litigieuses ou douteuses						
Clients produits à recevoir						
TOTAL BRUT CLIENTS	6 635 995 321	5 152 688 257	29%	6 615 416 590	20 578 731	0
Dépréciations des comptes clients	250 000 000	250 000 000	0%			250 000 000
TOTAL NET DE DEPRECIATION	6 385 995 321	4 902 688 257	30%	6 615 416 590	20 578 731	-250 000 000
Clients, avances reçues hors groupe	12 419 981 520	14 601 298 291	-15%	9 850 000 000	2 000 000 000	569 981 520
Clients, avances reçues groupe						
Autres clients créditeurs						
TOTAL CLIENTS CREDITEURS	12 419 981 520	14 601 298 291	-15%	9 850 000 000	2 000 000 000	569 981 520

Commentaires :

Les comptes "Clients, avances reçues" concernent les avances sur métal dont FCFA 9 850 millions consenties par PROALU.

**NOTE 8
AUTRES CREANCES**

Libellés	2025	2024	Variation en %	Créances à un an au plus	Créances à plus d'un an et à deux ans au plus	Créances à plus de deux ans
Personnel	321 737 965	245 361 410	31%	321 737 965		
Organismes sociaux	39 192	39 192	0%	39 192		
Etat et Collectivités publiques	1 382 581 131	2 645 675 212	-48%	1 382 581 131		
Organismes internationaux						
Apporteurs, associés et groupe	688 964 147	688 964 147	0%			688 964 147
Compte transitoire ajustement spécial lié à la révision du SYSCOHADA						
Autres débiteurs divers	725 423 870	608 233 873	19%			725 423 870
Comptes permanents non bloqués des établissements et des succursales						
Comptes de liaison charges et produits						
Comptes de liaison des sociétés en participation						
TOTAL BRUT AUTRES CREANCES	3 118 746 305	4 188 273 834	-26%	1 704 358 288	0	1 414 388 017
Dépréciations des autres créances	786 951 759	786 951 759	0%			786 951 759
TOTAL NET DE DEPRECIATION	2 331 794 546	3 401 322 075	-31%	1 704 358 288	0	627 436 258

Commentaires :

- La rubrique "Personnel" se rapporte aux avances faites aux personnels.
- Le solde du poste "Etat et collectivités publiques" est constitué de :
 - L'acompte d'Impôt sur les Sociétés (IS) versé au cours de l'exercice 2025 pour FCFA 844 millions ;
 - Un crédit de TVA à forte antériorité, à hauteur de FCFA 466 millions, et pour lequel notre société a introduit une demande de remboursement auprès du Directeur Général des impôts. Une séance de travail est prévue à cet effet avec l'Inspecteur des impôts en charge du dossier.
 - La TVA déductible sur achats pour FCFA 71 millions.
- Le poste "Dépréciation des autres créances" se rapporte à la provision sur les comptes courants groupe (FCFA 689 millions) et à celle relative aux autres débiteurs divers (FCFA 98 millions).

**NOTE 11
DISPONIBILITES**

Libellés	2025	2024	Variation en %
Banques locales	2 816 436 586	5 797 725 228	-51%
Banques autres états région			
Banques, dépôt à terme			
Autres Banques			
Banques intérêts courus			
Chèques postaux			
Autres établissement financiers			
Etablissement financiers intérêts courus			
Instrument de trésorerie			
Caisse			
Caisse électronique mobile			
Régies d'avances et virements accreditifs			
TOTAL BRUT DISPONIBILITES	2 816 436 586	5 797 725 228	-51%
Dépréciations			
TOTAL NET DE DEPRECIATION	2 816 436 586	5 797 725 228	-51%

Commentaires :

Les rapprochements bancaires sont effectués mensuellement et revus par le responsable hiérarchique. Les derniers rapprochements ont été effectués au 31 décembre 2025.

Toutes les banques ont répondu aux lettres de circularisation qui leur ont été envoyées.

La BICEC a confirmé un compte courant 06800 01659401026/06 avec un solde FCFA 13 624 811 qui ne se retrouve pas dans nos livres. Il y a toutefois lieu de signaler qu'il s'agit d'un compte dédié à FOCOMEA (la mutuelle santé des employés de ALUCAM Douala). Des démarches sont en cours pour un changement de dénomination dudit compte.

Les soldes des comptes positifs des banques comprennent :

Banques	2025	2024
CBC DOUALA	8 365 725	8 675 539
Afriland Bank	140 775 907	1 104 953 446
UBA DOUALA	4 208 655	1 202 185 796
UBC DOUALA	0	2 460 842 794
BANQUE ATLANTIQUE	1 512 470 122	531 227 261
BICEC DOUALA	8 265 289	2 220 002
BICEC EDEA	534 974	
SCB Douala	46 391 743	
SCB CAMEROUN EDEA	0	6 014 110
CITY BANK DOUALA	1 708 708	3 776 210
CITIBANK PARIS EUR	1 906 464	23 265 071
CITIBANK PARIS USD	1 091 808 999	132 612 720
ECOBANK DOUALA	0	299 299 951
STANDARD CHARTERED BANK	0	22 652 328
Totaux	2 816 436 586	5 797 725 228

NOTE 12
ECARTS DE CONVERSION

Libellés	Devises	Montant en devises	Cours UML Année acquisition	Cours UML 31-déc	Variation en valeur absolue
Ecarts de conversion actif :	USD	-8 706 341,760	550,596	557,561	60 639 981
Ecart de conversion passif :	USD	21 138 491,52	593,820	557,561	766 441 566
	CHF				0
	CAD	-46 764,60	407,638	407,220	-19 536
	GBP				
Dettes fournisseurs					

Commentaires :

Il s'agit des écarts de conversion constatés sur les comptes clients et fournisseurs au 31 décembre 2025. Ces écarts sont déterminés en fonction du cours des devises au 31 décembre.

TRANSFERTS DE CHARGES

Libellés	2025	2024	Variation en %
Transfert de charges d'exploitation :	0	0	
Transferts de charges financières :	0	0	

NOTE 13
CAPITAL : VALEUR NOMINALE DES ACTIONS OU PARTS

Noms et prénoms	Nationalité	Nature des actions ou parts (ordinaires ou préférences)	Nombre	Montant total	Cessions ou remboursements en cours d'exercice
Etat du Cameroun	Camerounaise	Ordianaires	670 858	16 944 531 364	
SNI	Camerounaise	Ordianaires	120 594	3 045 963 252	
AFD	Française	Ordianaires	42 530	1 074 222 740	
FRGA	Camerounaise	Ordianaires	4 126	104 214 508	
TELFIN	Française	Ordianaires	3 851	97 268 558	
Capital			841 959	21 266 200 422	
TOTAL					

**NOTE 14
PRIMES ET RESERVES**

Libellés	2025	2024	Variation en valeur absolue
Prime d'apport			
Prime d'émission			
Prime de fusion	15 303 298 466	15 303 298 466	0
Prime de conversion			
Autres primes			
TOTAL PRIMES	15 303 298 466	15 303 298 466	0
Réserves légales	3 477 600 000	3 477 600 000	0
Réserves statutaires			
Réserves de plus-values nettes à long terme			
Réserves d'attribution gratuite d'actions au personnel salarié et aux dirigeants			
Autres réserves réglementées	376 601 177	376 601 177	0
TOTAL RESERVES INDISPONIBLES	3 854 201 177	3 854 201 177	0
RESERVES LIBRES	0	0	0
REPORT A NOUVEAU	-108 172 670 664	-84 377 186 155	-23 795 484 509

Commentaires :

La variation du report à nouveau se rapporte au résultat déficitaire de l'exercice 2024, affecté au report à nouveau suite à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte tenue le 25 juillet 2025.

Malgré une légère amélioration, nos capitaux propres demeurent négatifs à fin décembre 2025, passant de FCFA -52 156 598 417 au 31 décembre 2024 à FCFA -51 877 285 073 au 31 décembre 2025. Par ailleurs le fonds de roulement et la trésorerie nette demeurent négatifs.

Les difficultés que traverse notre société sont susceptibles de jeter un doute sur sa capacité à poursuivre son exploitation. Toutefois, afin d'améliorer la situation de nos capitaux propres, notre société envisage une recapitalisation, par conversion en capital social des créances de l'Etat du Cameroun figurant au bilan au 31 décembre 2025.

En effet, par un courrier du 27 janvier 2026 au Président du Conseil d'Administration de notre société, le Ministre des finances du Cameroun a marqué son accord pour la recapitalisation de ALUCAM, par transformation en capital social de la totalité des avances en comptes courant de l'Etat du Cameroun figurant dans les livres de ALUCAM au 31 décembre 2025.

NOTE 15A
SUBVENTIONS ET PROVISIONS REGLEMENTEES

Libellés		2025	2024	Variation en valeur absolue	Variation en %	Régistre fiscal	Échéances
Etat							
Régions							
Départements							
Communes et collectivités publiques décentralisées							
Entités publiques ou mixtes							
Entités et organismes privés							
Organismes internationaux							
Autres							
TOTAL SUBVENTIONS							
Amortissements dérogatoires							
Plus-value de cession à réinvestir							
Provisions spéciales de réévaluation	3e	15 592 372 182	15 592 372 182	0			
Provisions réglementées relatives aux immobilisations							
Provisions réglementées relatives aux stocks							
Provisions pour investissement							
Autres provisions et fonds réglementés							
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES		15 592 372 182	15 592 372 182	0			
TOTAL SUBVENTIONS ET PROVISIONS REGLEMENTEES							

Commentaires :

Il s'agit de l'écart de réévaluation issu des réévaluations libres des immobilisations.

NOTE 16A

DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES

Libellés	2025	2024	Variation en %	Variation en valeur absolue	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Emprunts obligatoires							
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0		0			
Avances reçues de l'Etat	0	71 620 920 546	-100%	-71 620 920 546	17 083 123 261	14 000 000 000	40 537 797 285
Avances reçues et comptes courants bloqués				0			
Dépôts et cautionnement reçus				0			
Intérêts courus	0	794 508 730	-100%	-794 508 730	239 754 365	794 508 730	
Avances associées de conditions particulières				0			
Autres emprunts et dettes				0			
Dettes liées à des participations				0			
Comptes permanents bloqués des établissements de crédit				0			
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	0	72 415 429 276	-100%	-72 415 429 276	17 322 877 626	14 794 508 730	40 537 797 285
Crédit bail immobilier							
Crédit bail mobilier							
Location vente							
Intérêts courus							
Autres dettes de location acquisition							
TOTAL DETTES DE LOCATION ACQUISITION							
Provisions pour litiges							
Provisions pour garantie donnée aux clients							
Provisions pour pertes sur marchés à achèvement futur							
Provisions pour pertes de change							
Provisions pour impôts							
Provisions pour pensions et obligations assimilées							
Actif du régime du retraite	3 127 246 821	3 278 046 557	-5%	-150 799 736			
Provisions pour restructuration							
Provisions pour amendes et pénalités	63 000 000	68 825 000	-8%	-5 825 000			
Provisions de propre assureur							
Provisions pour démantèlement et remise en état	3 492 710 702	3 310 626 258	5%	182 084 444			
Provisions de droits à déduction							
Autres provisions							
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6 682 957 523	6 657 497 815	0,4%	25 459 708			

Commentaires :

- La variation à la baisse des avances reçues de l'Etat s'explique par le reclassement en fin 2025 de la totalité des avances en compte courant de l'Etat du Cameroun de FCFA 71 milliards, de la rubrique « Emprunts et dettes financières » (du haut du bilan), vers la rubrique « Autres dettes » (en bas du bilan) des états financiers. Voir NOTE 19.
- La variation à la baisse des intérêts courus pour FCFA 794 millions concerne l'apurement des intérêts liés aux avances en compte courant reçues de l'Etat.
En effet, suite à l'accord donné par le Ministre des finances du Cameroun pour la recapitalisation de ALUCAM par transformation en capital social des avances en comptes courant de l'Etat du Cameroun figurant dans les livres de notre société au 31 décembre 2025 (confère NOTE 14), nous avons transféré en produits exceptionnels la totalité des intérêts courus sur les avances en compte courant de l'Etat qui figuraient dans nos livres à hauteur de FCFA 794 508 730 au 31 décembre 2025. Par ailleurs, les charges d'intérêts de l'exercice 2025 relatives à ces avances en compte courant n'ont plus été prises en compte au titre du présent exercice.
- Les actifs de retraite concernent la provision pour fin de carrière constituée en vertu de la convention collective des industries de transformation.

NOTE 17
FOURNISSEURS D'EXPLOITATION

Libellés	2025	2 024	Variation en %	Dettes à un an ou plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans ou plus	Dettes à plus de deux ans
Fournisseurs dettes en compte (hors groupe)	18 076 374 982	36 815 260 804	-51%	18 076 374 982		
Fournisseurs effets à payer (hors groupe)	2 583 437 977	2 974 042 775	-13%	2 583 437 977		
Fournisseur, dettes et effets à payer groupe	1 441 414 036	1 491 049 657	-3%	1 441 414 036		
Fournisseurs factures non parvenues (hors groupe)	15 094 775 329	17 267 116 298	-13%	15 094 775 329		
Fournisseurs factures non parvenues (groupe)						
TOTAL FOURNISSEURS	37 196 002 324	58 547 469 534	-36%	37 196 002 324	0	0
Fournisseurs, avances et acomptes (hors groupe)	1 767 812 276	4 012 745 452	-56%			
Fournisseurs, avances et acomptes groupe						
Autres fournisseurs débiteurs	4 038 077 276	1 221 980 522	230%	4 038 077 276		
TOTAL FOURNISSEURS DEBITEURS	5 805 889 552	5 234 725 974	11%	4 038 077 276	0	0
Risques prov. sur opé d'expl. (Avce fournisseurs)						

Commentaires :

- La variation à la baisse du poste "Fournisseurs dettes en compte (hors groupe)" s'explique essentiellement par l'absorption de l'encours du compte fournisseur ENEO par l'indemnité de FCFA 16 milliards due suite au sinistre, faisant ainsi passer (en parallèle) le solde du compte ENEO débiteur de FCFA 3 milliards au 31 décembre 2025 ; ce qui justifie également l'augmentation du poste "Autres fournisseurs débiteurs".

Par ailleurs, les confirmations de soldes reçues de certains de nos fournisseurs présentent quelques écarts avec les dettes en compte figurant dans nos livres au 31 décembre 2025. Des travaux de rapprochement sont en cours avec lesdits fournisseurs pour identifier l'origine des gaps.

- Le montant des avances fournisseurs résulte des avances faites aux fournisseurs étrangers, et la variation à la baisse se justifie par l'apurement en 2025 de diverses avances qui étaient en compte au 31 décembre 2024.

Les avances fournisseurs de plus de 12 mois, notamment celles de 2019 à 2024, s'élèvent au total à FCFA 1 020 millions, et sont provisionnées à hauteur de FCFA 46 millions au 31 décembre 2025.

Ces avances fournisseurs font l'objet d'une analyse détaillée, en vue d'un apurement.

NOTE 18
DETTES FISCALES ET SOCIALES

libellés	2025	2024	Variation en valeur absolue	Variation en %	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Personnel avances et acomptes	52 566 854	22 419 333	30 147 521	134%	52 566 854		
Personnel rémunérations dues	0	0	0				
Autres personnel	1 189 618 985	1 147 497 287	42 121 698	4%	1 189 618 985		
Caisse de sécurisé sociale	128 835 841	86 451 456	42 384 385	49%	128 835 841		
Caisse de retraite	38 577 614	34 107 451	4 470 163	13%	38 577 614		
Autres organismes sociaux	7 091 721	10 588 086	-3 496 365	-33%	7 091 721		
TOTAL DETTES SOCIALES	1 416 691 015	1 301 063 613	115 627 402	9%	1 416 691 015	0	0
Etat, impôts sur les bénéfices	0	0	0				
Etat, impôt et taxes	1 035 722 096	1 035 722 096	0	0%			1 035 722 096
Etat, TVA	500 776 068	1 444 341 391	-943 565 323	-65%			
Etat, impôts retenus à la source	4 390 001 016	2 901 157 810	1 488 843 206	51%	4 390 001 016		
Autres dettes Etat	0	0	0				
TOTAL DETTES FISCALES	5 926 499 180	5 381 221 297	545 277 883	10%	4 390 001 016	0	1 035 722 096
TOTAL DETTES SOCIALES ET FISCALES	7 343 190 195	6 682 284 910	660 905 285	10%	5 806 692 031	0	1 035 722 096

Commentaires :

- Le poste "Autres personnel" est composé des provisions sur rémunérations. A fin décembre 2025, nous avons maintenu dans nos livres, en prévision d'éventualités diverses sur le personnel, un surcroit de provisions anciennes pour intéressement, bonus et gratifications, à hauteur de FCFA 465 160 848 au 31 décembre 2025.
- Le poste "Etat TVA" est constitué de la TVA non encore réglée au 31 décembre 2025.
- Le poste "Etat, impôts retenus à la source" se rapporte aux retenues à la source opérées auprès des fournisseurs pour lesquels les factures n'ont pas encore fait l'objet de paiement.

NOTE 19

AUTRES DETTES ET PROVISIONS POUR RISQUES A COURT TERME

Libellés	2025	2024	Variation en valeur absolue	Variation en %	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Organismes internationaux							
Apporteurs, opérations sur le capital							
Associés, compte courant	92 515 830 294	0	92 515 830 294	100%	92 515 830 294		
Associés dividendes à payer	352 679 213	352 679 213	0	0%			352 679 213
Groupe, comptes courants							
Autres dettes associées							
TOTAL DETTES ASSOCIES	92 868 509 507	352 679 213	92 515 830 294	26232%	92 515 830 294	0	352 679 213
Crédits divers							
Obligataires							
Rémunérations d'administrateurs							
Compte du factor							
Versements restants à effectuer sur titres de placement non libérés							
Compte transitoire ajustement spécial lié à la révision du SYSCOHADA							
Autres créiteurs divers	533 090 165	465 915 822	67 174 343	14%	67 174 343	146 577 225	319 338 597
TOTAL CREDITEURS DIVERS	533 090 165	465 915 822	67 174 343	14%	67 174 343	146 577 225	319 338 597
Comptes permanents non bloqués des établissements et des succursales							
Comptes de liaison charges et produits							
Comptes de liaison des sociétés en participation							
TOTAL COMPTES DE LIAISON							
TOTAL AUTRES DETTES	93 401 599 672	818 595 035	92 583 004 637	11310%	92 583 004 637	146 577 225	672 017 810
Provisions pour risques à court terme (voir note 28)	60 639 981	830 250 136	-769 610 155	-93%	60 639 981		
TOTAL PROVISIONS	60 639 981	830 250 136	-769 610 155	-93%	60 639 981	0	0

Commentaires :

- La variation à la hausse du compte "Associés, compte courant " de FCFA 92 milliards, s'explique :
 - d'une part, par le reclassement à fin 2025 dans le poste « Autres dettes » du bas du bilan, des avances en compte courant de l'Etat à hauteur de FCFA 71 milliards, qui figuraient précédemment dans le poste « Emprunts et dettes financières » (en haut du bilan) ;
 - d'autre part, par une avance en compte de FCFA 20 milliards reçue de l'Etat au travers d'un protocole d'accord signé le 15 avril 2025, entre l'Etat du Cameroun et ALUCAM (entre autres parties), selon lequel l'Etat se subroge à ALUCAM pour le règlement de la Dette Validée d'ALUCAM envers ENEO s'élevant à FCFA 20 894 909 748 (représentant les consommations d'énergie électrique haute tension d'octobre 2023 au 31 décembre 2024).
- Le compte "Associés Dividendes à payer" correspond aux dividendes en faveur de l'Etat non encore distribués chez Socatral, et ayant fait l'objet de reprise d'écriture lors de la fusion entre Alucam et Socatral.
- Le poste "Autres créiteurs divers" correspond principalement aux impayés se rapportant à la redevance des prélèvements des eaux.
- La provision pour risques à court terme se rapporte à l'écart de conversion constaté au 31 décembre 2025.

NOTE 20
BANQUES, CREDIT D'ESCOMPTE ET DE TRESORERIE

Libellés	2025	2024	Variation en %
Escomptes de crédit de campagne			
Escomptes de crédits ordinaires			
TOTAL : BANQUES, CREDITS D'ESCOMPTE ET DE TRESORERIE			
Banques locales	3 751 028 944	3 048 647 454	23%
Banques autres états régions			
Autres Banques			
Banques intérêts courus			
Crédit de trésorerie	16 548 603 372	18 684 951 128	-11%
TOTAL: BANQUES, CREDITS DE TRESORERIE			
TOAL GENERAL	20 299 632 316	21 733 598 582	-7%

Commentaires :

- Le solde des banques locales correspond aux lignes de découvert accordées par les banques.
- Les crédits de trésorerie correspondent aux crédits Spots accordés par les institutions financières.

	2025	2024
Financement MOURABAHA	104 761 905	5 011 224 893
Spot SGBC	3 000 000 000	3 000 000 000
Spot UBA	-	2 000 000 000
Spot Ecobank	8 094 666 790	3 500 000 000
Spot AFB	-	1 981 900 374
BANQUE ATLANTIQUE	5 193 677 809	3 191 825 861
SCB DOUALA	155 496 868	-
BICEC DOUALA	-	12 810 967
Bicec Edea	-	41 901 603
SCB CAMEROUN DOUALA	-	1 254 175 400
SCB CAMEROUN EDEA	11 639 756	-
UBC DOUALA	1 898 233 128	-
SGBC DOUALA	1 729 712 310	1 739 759 484
ECOBANK	111 443 750	-
TRESORERIE - PASSIF	20 299 632 316	21 733 598 582

NOTE 21
CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS

Libellés	2025	2024	Variation en %
Ventes dans la région			
Ventes hors région			
Ventes groupe			
Ventes sur internet			
TOTAL : VENTES MARCHANDISES			
Ventes dans la région	49 729 824 954	49 578 710 284	0%
Ventes hors région	28 658 085 026	43 107 143 362	-34%
Ventes groupe	1 431 934 661	1 458 028 893	-2%
Ventes sur internet			
TOTAL: VENTES DE PRODUITS FABRIQUES	79 819 844 641	94 143 882 539	-15%
Ventes dans la région	2 400 000	1 100 000	118%
Ventes hors région			
Ventes groupe	12 000 000	9 750 000	231%
Ventes sur internet			
TOTAL: VENTES DE TRAVAUX ET SERVICES VENDUS	14 400 000	10 850 000	33%
Produits accessoires	158 672 475	274 816 031	-42%
TOTAL CHIFFRES D'AFFAIRES	79 992 917 116	94 429 548 570	-15%
Production immobilisée	1 187 775 040	2 778 283 255	-57%
Subventions d'exploitation			
Autres produits	25 108 859 851	1 076 106 470	2233%
TOTAL: AUTRES PRODUITS	26 296 634 891	3 854 389 725	582%
TOTAL	106 289 552 007	98 283 938 295	8%

Commentaires :

Le poste "Autres produits" connaît une forte variation à cause de la prise en compte de l'indemnité liée au sinistre ENEO (FCFA 16 milliards), de l'apurement des FNP (FCFA 2 milliards) et de la reprise partielle de la provision sur le TEC (FCFA 4 milliards).

NOTE 22
ACHATS

Libellés	2025	2024	Variation en %
Achats dans la régions			
Achats hors régions			
Achats groupe			
TOTAL : ACHATS DE MARCHANDISES			
Achat dans la région			
Achat hors région	48 702 450 454	52 169 017 469	-7%
Achat groupe			
TOTAL: ACHATS MATIERES PREMIERES ET FOURNITURES LIEES	48 702 450 454	52 169 017 469	-7%
Matières consommables	7 332 565 663	8 065 486 881	-9%
Matières combustibles			
Produits d'entretien			
Fournitures d'atelier, d'usine et de magasin	1 824 513 747	2 973 328 836	-39%
Eau	1 879 200	2 348 171	-20%
Electricité	12 377 054 602	14 878 776 967	-17%
Autres énergies	52 834 250	48 180 276	10%
Fourniture d'entretien	1 196 676 736	2 054 830 527	-42%
Fournitures de bureau	68 634 801	31 808 228	116%
Petit matériel et outillages	0	1 242 209	-100%
Achats études, prestations de services, de travaux matériels et équipements			
Achats d'emballages	97 368 950	134 348 648	-28%
Frais sur achats	1 536 824 479	1 394 222 191	10%
Remises rabais, remises et ristournes			
TOTAL : AUTRES ACHATS	24 488 352 428	29 584 572 934	-17%

Commentaires :

- La baisse des achats de matières premières et consommables est la conséquence du niveau de stock en fin d'exercice.
- La baisse de l'énergie de production est liée à la baisse de la production du métal chaud (Electrolyse) et des produits finis (Fonderie).

NOTE 23
TRANSPORTS

Libellés	2025	2024	Variation en %
Transports sur ventes	1 238 127 513	1 770 693 135	-30%
Transports pour le compte de tiers			
Transport du personnel			
Transports de plis	7 153 511	9 694 400	-26%
Autres transports	59 388 512	31 332 102	90%
TOTAL	1 304 669 536	1 811 719 637	-28%

Commentaires :

Le poste "Transport sur ventes" se rapportent au fret.

NOTE 24
SERVICES EXTERIEURS

Libellés	2025	2024	Variation en %
Sous-traitance générale	1 896 755 901	2 839 466 278	-33%
Locations et charges locatives	124 293 876	156 298 813	-20%
Entretien, réparations et maintenance	1 553 296 016	1 983 623 539	-22%
Primes d'assurance	1 003 273 610	1 296 390 578	-23%
Etudes, recherches et documentation	733 900	197 050	272%
Publicité, publications, relations publiques	123 181 311	143 908 574	-14%
Frais de télécommunications	207 736 474	206 365 155	1%
Frais bancaires	501 282 244	544 170 179	-8%
Rémunérations d'intermédiaires et de conseils	189 324 163	91 771 306	106%
Frais de formation du personnel	6 123 258	10 655 677	-43%
Redevances pour brevets, licences, logiciels, concession et droits similaires	133 029 843	161 880 942	-18%
Cotisations	2 600 000	5 000 000	-48%
Autres charges externes	192 649 391	197 348 324	-2%
TOTAL	5 934 279 987	7 637 076 415	-22%

Commentaires :

- Les postes "Sous-traitance générale" et "Entretien, réparation et maintenance" constituent les coûts de maintenance des équipements et l'outil de production.
- Le poste "Primes d'assurance" concerne les opérations d'assurance liées à l'exploitation.
- Le poste "Frais bancaires" concerne les cautions se rapportant aux lignes de financement pour les achats de matières premières, ainsi que les agios bancaires.
- Le poste "Redevance pour brevet, licences, ..." connaît une baisse à cause du non renouvellement des licences prestation de service (licence + support).

NOTE 25
IMPOTS ET TAXES

Libellés	2025	2024	Variation en %
Impôts et taxes directs	426 038 358	829 956 195	-49%
Impôts et taxes indirects			
Droits d'enregistrement	3 974 383	4 556 799	-13%
Pénalités et amendes fiscales	57 728 876	132 349 064	-56%
Autres impôts et taxes	8 239 049	0	100%
Total	495 980 666	966 862 058	-49%

Commentaires :

- Le poste "Impôts et taxes directs" enregistre la patente et des taxes sur salaires. La baisse de la rubrique s'explique par des impôts liés à la VGC 2021 et 2022 qui avaient été comptabilisés au cours de l'exercice 2024.
- Le poste "Pénalités et amendes fiscales" est constitué des pénalités CNPS issues du contrôle de régularisation.

Notre société a par ailleurs reçu courant 2025, des avis de mise en recouvrement (AMR) relatifs aux déclarations spontanées mensuelles effectuées mais non liquidées. Les pénalités de retard y relatives qui s'élèvent à FCFA 414 162 348 n'ont pas encore été prises en compte dans nos livres.

NOTE 26
AUTRES CHARGES

Libellés	2025	2024	Variation en %
Pertes sur créances clients	1 026 289 733	1 327 295 640	-23%
Pertes sur autres débiteurs			
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun			
Valeur comptable des cessions courantes d'immobilisations			
Indemnités de fonction et autres rémunérations d'administrateurs			
Dons et mécénat	78 617 733	4 592 048	1612%
Autres charges diverses	78 418 086		100%
Charges pour provisions pour risques à court terme d'exploitation (voir note 28)	60 639 981	830 250 136	-93%
TOTAL	1 243 965 533	2 162 137 824	-42%

Commentaires :

- La variation à la baisse observée sur les pertes sur créances clients résulte du taux défavorable du Dollar lors du dénouement des opérations en devises.
- Les "Charges pour provisions pour risques à CT" sont constituées des provisions relatives à l'écart de conversion.

NOTE 27A
CHARGES DE PERSONNEL

Libellés	2025	2024	Variation en %
Rémunérations directes versées au personnel	3 755 781 395	4 120 321 690	-9%
Indemnités forfaitaire versés au personnel	1 587 176 218	2 053 947 421	-23%
Charges sociales	786 042 656	728 912 614	8%
Rémunérations et charges sociales de l'exploitant individuel			
Rémunération transférée de personnel extérieur	1 176 971 566	944 021 719	25%
Autres charges sociales	980 050 269	1 022 656 528	-4%
TOTAL	8 286 022 104	8 869 859 972	-7%

Commentaires :

Les charges de personnel restent stables.

NOTE 27B

EFFECTIFS, MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR

EFFECTIF ET MASSE SALARIALE / QUALIFICATIONS		EFFECTIFS						MASSE SALARIALE								
		Nationaux		Autres Etats de l'OHADA		Hors OHADA		TOTAL		Nationaux		Autres Etats de l'OHADA		Hors OHADA		TOTAL
		M	F	M	F	M	F		M	F	M	F	M	F		
YA	1. Cadres supérieurs	5	1					6	862 408 698	42 101 858					904 510 556	
YB	2. Techniciens supérieurs et cadres moyens	33	6					39	1 293 613 046	238 577 197					1 532 190 243	
YC	3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	112	12					124	1 674 678 323	167 013 542					1 841 691 865	
YD	4. Employés, manœuvre, ouvriers et apprentis	275	3					278	2 030 384 961	22 077 513					2 052 462 474	
YE	TOTAL (1)	425	22					447	5 861 085 028	469 770 110					6 330 855 138	
YF	Permanents															
YG	Saisonniers															

2. personnel extérieur								Facturation à l'entité	
YH	1. Cadres supérieurs							0	
YI	2. Techniciens supérieurs et cadres moyens							0	
YJ	3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés							0	
YK	4. Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	254	6					260	1 176 971 566
YL	TOTAL (2)	254	6	0	0	0	0	260	1 176 971 566
YM	Permanents								
YN	Saisonniers								
YO	TOTAL (1+2)	679	28	0	0	0	0	707	7 038 056 594

F: Féminin
M: Masculin

NOTE 28

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN

Situation et mouvements Natures	A			B			C			D=A+B-C
	PROVISIONS A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS : DOTATIONS			DIMINUTIONS : REPRISES			PROVISIONS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE		
		D'EXPLOITATION	FINANCIERES	HORS ACTIVITES ORDINAIRES	D'EXPLOITATION	FINANCIERES	HORS ACTIVITES ORDINAIRES			
1. Provisions réglementées									0	
2. Provisions financières pour risques et charges	6 657 497 815	3 372 331 265			3 346 871 557				6 682 957 523	
3. Dépréciation des immobilisations	232 670 003								232 670 003	
TOTAL : DOTATIONS	6 890 167 818	3 372 331 265	0	0	3 346 871 557	0	0	0	6 915 627 526	
4. Dépréciations des stocks	3 815 930				3 815 930				0	
5. Dépréciations actif circulant HAO	0								0	
6. Dépréciations fournisseurs	0								0	
7. Dépréciations clients	250 000 000								250 000 000	
5. Dépréciations fournisseurs	0								0	
7. Dépréciations autres créances	786 951 759								786 951 759	
8. Dépréciations titres de placement	0								0	
9. Dépréciations valeurs à encaisser	0								0	
10. Dépréciations disponibilité	0								0	
11. Dépréciations et provisions pour risques à court termes exploitation	830 250 136	60 639 981			830 250 136				60 639 981	
12. Dépréciations et provisions pour risques à court termes à caractère financier										
TOTAL : CHARGES POUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS A COURT TERME	1 871 017 825	60 639 981	0	0	834 066 066	0	0	0	1 097 591 740	
TOTAL PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	8 761 185 643	3 432 971 246	0	0	4 180 937 623	0	0	0	8 013 219 266	

Commentaires :

- Les provisions pour risques et charges concernent d'une part, la provision pour indemnités fin de carrière pour FCFA 3 127 millions, la provision pour litiges avec les tiers pour FCFA 13 millions, et d'autre part, la provision pour démantèlement du site pour FCFA 3 492 milliards et des risques divers pour FCFA 50 millions.
- La provision pour dépréciation des immobilisations concerne la dépréciation des avances faites aux anciennes filiales (Madubo : FCFA 200 millions), et la dépréciation des titres SCIS pour FCFA 32,67 millions.
- La provision clients concerne la créance EDC d'un montant de FCFA 250 millions.
- La provision autres créances concerne les comptes courants (FCFA 689 millions) et Tata International (FCFA 98 millions).
- La provision pour risque à court terme se rapporte à la perte relative à l'écart de conversion pour FCFA 61 millions.

NOTE 29
CHARGES ET REVENUS FINANCIERS

Libellés	2025	2024	Variation en %
Interet des emprunts	3 908 149 667	3 578 026 691	9%
Interets dans loyers de location acquisition			
Escomptes accordés			
Autres interets	251 551 402	231 930 595	8%
Escomptes des effets de commerce			
Perte de change			
Pertes sur cessions de titres de placement			
Malis provenant d'attribution gratuite d'actions au personnel salarié et aux dirigeants			
Pertes sur risques financiers			
Charges pour dépréciation et provisions à court terme à caractères financier(voir note 28)			
SOUS TOTAL : FRAIS FINANCIERS	4 159 701 069	3 809 957 286	9%
Interêts de prêts et créances diverses			
Revenus de participations	116 479 365	4 125 000	2724%
Escomptes obtenus			
Revenus de placement			
Gains de change			
Gains sur cessions de titres de placement			
Gains risques financiers			
Reprises de charges pour dépréciation et provision à court terme à caractères financier (voir note 28)			
SOUS TOTAL : REVENUS FINANCIERS	116 479 365	4 125 000	2724%
TOTAL	-4 043 221 704	-3 805 832 286	6%

Commentaires :

- La variation à la hausse du poste "Intérêts sur emprunts" se rapporte aux intérêts des emprunts antérieurs et nouveaux, des intérêts liés au paiement tardifs des fournisseurs et des agios bancaires concernant les lignes de découvert et de financement.
- Le poste "Autres intérêts" est essentiellement constitués des frais financiers relatifs au financement des Spots.
- Le poste « Revenus de participations » est composé des produits financiers issus du FCP sur ECOBANK.

NOTE 30
AUTRES CHARGES ET PRODUITS HAO

Libellés	2025	2024	Variation en %
Charges HAO constatées (1) à détailler	80 874 501	21 824 791	271%
(1) ... VNC CESSION IMMO.....	80 874 501	21 824 791	271%
(1)			
Pertes sur créances HAO			
Dons et libéralités accordés			
Abandons de créances consentis			
Charges provisionnées HAO			
Dotations hors activités ordinaires			
Participation des travailleurs			
subventions d'équilibre			
SOUS TOTAL : CHARGES HAO	80 874 501	21 824 791	271%
Produits HAO constatés (1) à détailler	173 768 754	288 753 453	-40%
(1) ... Prix cession Immobilisations.....	0	115 120 453	-100%
(1) produits des loyers.....	173 768 754	173 633 000	0%
Dons et libéralités obtenus			
Abandons de créances obtenus			
Transfert de charges HAO			
Reprise des charges pour dépréciations et provisions à court terme HAO			
Reprises hors activités ordinaire			
SOUS TOTAL : AUTRES PRODUITS HAO	173 768 754	288 753 453	-40%
TOTAL	92 894 253	266 928 662	-65%

Commentaires :

- Les charges HAO correspondent à la Valeur Nette Comptable (VNC) des sorties d'immobilisations corporelles (cuves).
- Les produits HAO correspondent aux loyers des maisons et locations d'immeubles non résidentiels.

NOTE 31

**REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES CINQ
DERNIERS EXERCICES**

EXERCICES CONCERNES (*)	2025	2024	2023	2022	2021	2020
NATURE DES INDICATIONS						
EXERCICES CONCERNES (*) / NATURES DES INDICATIONS						
STRUCTURE DU CAPITAL A LA CLOTURE DE L'EXERCICE (*)						
Capital social	21 266 200 422	21 266 200 422	21 266 200 422	21 266 200 422	21 266 200 422	21 266 200 422
Actions ordinaires	841 958	841 958				
Actions à dividendes prioritaires (A.D.P) sans droit de vote						
Actions nouvelles à émettre						
- Par conversion d'obligations						
- Par exercice de droits de souscription						
OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE(3)						
Chiffre d'affaires hors taxes	79 992 917 116	94 429 548 570	105 312 761 683	121 075 211 859	91 921 556 014	80 048 227 257
Résultat des activités ordinaires (RAO) hors dotations et reprises (exploitation et financières)	10 239 181 969	-13 200 395 154				-12 714 829 597
Participation des travailleurs aux bénéfices						
Impôts sur le résultat	1 793 798 726	2 111 136 046	2 353 096 221	2 646 647 325	2 015 155 612	1 765 365 661
Résultat net(4)	279 313 344	-23 795 484 509	-23 672 547 980	-7 961 077 884	447 995 529	-14 293 693 540
RESULTAT PAR ACTION						
Résultat distribué(5)						
Dividende attribués à chaque action						
PERSONNEL ET POLITIQUE SALARIALE						
Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice (6)	486	486	474	474	480	488
Effectif moyen de personnel extérieur	258	258	280	280	255	255
Masse salariale distribuée au cours de l'exercice (7)	5 342 957 613	6 174 269 111	5 873 614 001	5 579 923 203	5 320 164 756	5 259 748 701
Avantages sociaux versés au cours de l'exercice (8) sécurité sociale, œuvre sociales)	1 724 859 885	1 751 569 142	1 878 770 620	1 883 295 877	1 735 396 859	1 982 800 051
Personnel extérieur facturé à l'entité(9)	1 176 971 566	944 021 719	1 003 629 539	1 047 125 845	1 026 226 086	1 087 692 736

(1) Y compris l'exercice dont les états financiers sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale	(6) Personnel propre
(2) Indication, en cas de libération partielle du capital, du montant du capital non appelé	(7) Total des comptes 661, 662, 663
(3) Les éléments de cette rubrique sont ceux figurant au compte de résultat	(8) Total des comptes 664, 668
(4) Le résultat, lorsqu'il est négatif, doit être mis entre parenthèses	(9) Compte 667
(5) L'exercice N correspond aux dividendes proposées du dernier exercice	

NOTE 34

FICHE DE SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

NATURE DES INDICATIONS	2025	2024	Variation en %
ANALYSE DE L'ACTIVITE			
SOLDE INTERMEDIAIRES DE GESTION			
CHIFFRE D'AFFAIRES	79 992 917 116	94 429 548 570	-15%
MARGE COMMERCIALE			
VALEUR AJOUTE	22 527 192 737	-524 702 896	-4393%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	14 282 403 673	-9 394 562 868	-252%
RESULTAT D'EXPLOITATION	6 023 439 521	-18 145 444 839	-133%
RESULTAT FINANCIER	-4 043 221 704	-3 805 832 286	6%
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	1 980 217 817	-21 951 277 125	-109%
RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES	92 894 253	266 928 662	-65%
RESULTAT NET	279 313 344	-23 795 484 509	-101%
DETRMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	121 135 156 757	17 079 172 709	609%
EBE	14 282 403 673	-9 394 562 868	
+valeurs comptables des cessions courantes d'immobilisation(compte 654)			
- Produits des cessions courantes d'immobilisation (compte 754)			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT D'EXPLOITATION	14 282 403 673	-9 394 562 868	
+ Revenus financiers	116 479 365	4 125 000	
+ Gains de change			
+ Transfert de charges financières			
+ Produits HAO	173 768 754	288 753 453	
+ Transfert de charges HAO			
- Frais financiers	-4 159 701 069	-3 809 957 286	
- Pertes de change			
- Participation			
- Impôt sur les résultats	-1 793 798 726	-2 111 136 046	
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBAL	8 619 151 997	-15 022 777 747	-157%
- Distribution de dividendes opérés durant l'exercice			
AUTOFINANCEMENT	8 619 151 997	-15 022 777 747	
ANALYSE DE LA RENTABILITE			
Rentabilité économique=résultat d'exploitation (a) capitaux propres + dettes financières	0	-1	
Rentabilité financière=résultat capitaux propres	0	0	
ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE			
Capitaux propres et ressources assimilées	-51 877 285 073	-52 156 598 417	-1%
+ Dettes financières et autres ressources assimilées (b)	99 198 787 817	79 072 927 091	25%
= Ressources stables	47 321 502 744	26 916 328 674	76%
- Actifs immobilisé (b)	-70 413 341 994	-70 053 965 050	1%
FONDS DE ROULEMENT (1)	-23 091 839 250	-43 137 636 376	-46%
Actif circulant d'exploitation (b)	53 449 422 479	54 012 091 062	-1%
- Passif circulant d'exploitation (b)	-57 905 583 398	-81 479 897 906	-29%
= BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (2)	-4 456 160 919	-27 467 806 844	-84%
Actif circulant HAO(b)			
- Passif circulant HAO(b)	-446 700 552	-500 681 269	-11%
= BESOIN DE FINANCEMENT HAO (3)	-446 700 552	-500 681 269	-11%
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4) = (2) + (3)	-4 902 861 471	-27 968 488 113	-82%
TRESORERIE NETTE (5) = (1) - (4)	-18 188 977 779	-15 169 148 263	
CONTROLE TRESORERIE NETTE+(TRESORERIE-ACTIF)-(TRESORERIE-PASSIF)	-18 188 977 779	-15 169 148 263	20%
ANALYSE DE LA VARIATION DE LA TRESORERIE			
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	-12 973 967 505	29 306 028 424	-144%
- Flux de trésorerie des activités d'investissement	-8 673 755 893	-6 011 154 283	44%
+ Flux de trésorerie des activités de financement	20 100 401 018	-1 075 026 191	-1970%
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE DE LA PERIODE	-1 547 322 380	22 219 847 950	
ANALYSE DE LA VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIERE NET			
Endettement financier brut (Dettes financières + Trésorerie-Passif)	112 815 462 610	94 149 027 858	20%
- Trésorerie-actif	2 816 436 586	5 797 725 228	-51%
= ENDETTEMENT FINANCIER NET	109 999 026 024	88 351 302 630	25%